



DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A L'ETRANGER REGROUPES AU SEIN DE L'ADC-IKIBIRI

1. Nous, membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger, regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, avons appris que Monsieur Alexis Sinduhije, Président du parti MSD, ancien candidat aux présidentielles et membre de l'ADC-Ikibiri a été arrêté à son arrivée à l'aéroport international de Dar- es- Salam en Tanzanie, mercredi le 11 janvier 2012, puis conduit directement au cachot de la police où il est détenu dans des conditions inhumaines et sa santé risque d'en pâtir.
2. Son arrestation a été téléguidée par le pouvoir Nkurunziza en témoignent la présence du Procureur Général de la République et de certains agents des services de renseignement burundais sur le sol tanzanien. Ils s'agitent en connivence avec des agents de l'ambassade du Burundi à Dar-es-Salaam pour obtenir l'extradition de Monsieur Alexis Sinduhije. Ce comportement contraste fort avec le discours du Président Nkurunziza invitant les leaders de l'opposition de rentrer pour l'hypothétique dialogue.
3. En réalité la détention de Monsieur Sinduhije s'inscrit dans la politique du gouvernement Nkurunziza et de son parti CNDD-FDD qui consiste à harceler l'opposition dans l'ultime but de la faire taire ou de l'effacer définitivement et ainsi installer la dictature totale sur tout le Burundi. Pour rappel, dans notre déclaration du 08 décembre 2011, nous avons signalé que le pouvoir Nkurunziza venait de déployer plusieurs agents des services de renseignement dans les pays de la sous-région et en Europe pour y traquer les membres de l'opposition.
4. Ainsi, actuellement, nous vivons réellement une situation implosive au Burundi ponctuée par l'insécurité grandissante et la corruption généralisée nourries et planifiées par le régime en place à Bujumbura. Le rouleau compresseur sur l'Opposition, la Société Civile, les Médias et les expatriés continue à fonctionner et devient un mode de gouvernance du pouvoir actuel. Des arrestations arbitraires des membres de l'opposition s'observent quotidiennement, les leaders de l'opposition ont été poussés à l'exil ou vivent en cachette.
5. La détention ou l'extradition d'Alexis Sinduhije ne ferait qu'aggraver cette situation précaire que vit la population burundaise.

Pour tous ces faits, Nous, membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI déclarons ce qui suit:

Vu l'arrestation injuste et illégale de Monsieur Alexis Sinduhije en République de Tanzanie;

Vu le harcèlement, les arrestations arbitraires et assassinats des membres de l'opposition en général et des FNL en particulier;

Attendu que les récentes déclarations et appels du Président Pierre Nkurunziza envers l'opposition à « rentrer pour dialoguer et construire le Pays » visent à liquider et à faire taire l'opposition ; et que cette arrestation d'Alexis Sinduhije en est le témoignage éloquent;

Attendu que cette arrestation ternie l'image du Burundi et de la Tanzanie, pays qui est à la base de plusieurs accords de paix pour le Burundi ;

- 1) Nous dénonçons l'arrestation arbitraire de Monsieur Alexis Sinduhije.
- 2) Nous demandons au Gouvernement Tanzanien de ne pas tomber dans le piège de la manipulation du pouvoir dictatorial Burundais et de faire tout pour que Alexis Sinduhije soit libéré et libre de voyager là où il veut conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme.
- 3) Et plus particulièrement nous nous adressons au Président Tanzanien, S.E Docteur Jakaya Mlিশo Kikwete de contacter ses homologues de la sous-région pour initier le dialogue interburundais afin d'apaiser à temps la tension au sein de la population burundaise. La Tanzanie a joué un rôle historique pour l'accueil digne de nombreux réfugiés burundais et la recherche de la paix et au retour de la démocratie au Burundi par des négociations entre les protagonistes d'alors. Sur ce, nous restons avec une ferme confiance à son égard pour que le citoyen burundais Alexis Sinduhije retrouve rapidement sa liberté.
- 4) Nous demandons au Gouvernement Burundais de cesser illico de pourchasser l'Opposition, la Société Civile et les Médias ; d'éviter le double langage de vouloir dialoguer avec l'opposition alors que les faits sont contraires et d'arrêter les montages grotesques en cours pour l'arrestation d'Alexis Sinduhije.
- 5) Dans la recherche de la stabilité, nous nous adressons aux pays de la sous région d'exercer la pression sur le pouvoir de Bujumbura afin qu'il cesse de harceler l'opposition.
- 6) Enfin, nous tendons la main à la Communauté Internationale et lui demandons d'agir vite afin que Alexis Sinduhije soit libéré et que le pouvoir Burundais accepte un vrai dialogue avec l'opposition, seule voie honorable pour sortir le Burundi de l'impasse socio-politique actuelle.

Fait à Bruxelles, le 19/01/2012

Pour l'ADC-Ikibiri à l'Etranger

Aimé Magera, Coordinateur